



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Gendarmerie nationale

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES N°FCS002/2025

Type de procédure :

Marché à procédure adaptée passé en application des articles L2123-1 et R2123-1
du Code de la Commande Publique (CCP)

OBJET DU MARCHÉ :

**FOURNITURE DE COMBUSTIBLE BOIS DÉCHIQUETÉ « PLAQUETTES FORESTIÈRES »
DE LA CHAUFFERIE BOIS DE LA GENDARMERIE DE LA-VALETTE-DU-VAR (83)**

Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) / Maître d'ouvrage :

Le commandant de la région de gendarmerie PACA
162 avenue de la Timone – CS90086
13387 MARSEILLE Cedex 10

Ordonnateur secondaire :

Secrétariat Général pour l'Administration du
Ministère de l'Intérieur Sud
Centre de services partagés CHORUS
299 chemin de Sainte Marthe – CS 90495
13313 MARSEILLE CEDEX 14

[S](#)

Comptable assignataire :

Direction régionale des finances publiques
de Provence-Alpes-Côte d'Azur
16 rue Borde
13357 MARSEILLE CEDEX 20

Chargée de la commande publique

Région PACA
BBA - section administration
162 avenue de la Timone - CS 90086
13387 MARSEILLE Cedex 10
sa.bba.rgpaca+CAM@gendarmerie.interieur.gouv.fr

Correspondants techniques :

Adjudant-Chef Jean-Marc **DARNAUD** (04 94 46
72 10 / 06 79 61 27 49)
Adjudant-Chef Jérôme **BOEUF** (04 94 46 72 11 /
06 80 32 27 86)
Service affaires Immobilières
Groupement de gendarmerie départementale
du Var
307 Avenue Éole - 83 160 LA VALETTE DU VAR
sai.ggd83@gendarmerie.interieur.gouv.fr

Imputation Budgétaire :

ÉTAT – GENDARMERIE – CRÉDITS BUDGÉTAIRES – Programme 152

NOMENCLATURE CPV 2008 : 091111400-4 (GM 32.02.03) – Combustibles à base de bois

Le présent C.C.A.P. comporte 9 pages numérotées de 1 à 9

L'acheteur public, dont les coordonnées figurent ci-dessus est également désigné par les termes « RPA », « personne publique », « Région de gendarmerie Provence-Alpes-Côte d'Azur », « acheteur », « Administration », « Maître d'ouvrage ».

ARTICLE 1 - OBJET, FORME ET DURÉE DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- 1.1 - Objet du Marché
- 1.2 - Forme, durée de l'accord-cadre
- 1.3 - Confidentialité
- 1.4 - Clause incitative pour la promotion des achats responsables

ARTICLE 2 - PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ**ARTICLE 3 - PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES - VARIATION DES PRIX**

- 3.1 - Contenu des prix et de règlement des comptes
- 3.2 - Émission de bon de commande
- 3.3 - Variation des prix

ARTICLE 4 - DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS

- 4.1 - Délai d'exécution
- 4.2 - Pénalités pour retard

ARTICLE 5 - AVANCE**ARTICLE 6 - RÉALISATION DES PRESTATIONS**

- 6.1 - Réunion
- 6.2 - Modalités de livraison
- 6.3 - Transport

ARTICLE 7 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES

- 7.1 - Modalités de facturation
- 7.2 - Délais de paiement

ARTICLE 8 - INTÉRÊTS MORATOIRES**ARTICLE 9 - CESSIION DE CRÉANCES****ARTICLE 10 - VÉRIFICATION**

- 10.1 - Vérification des prestations
- 10.2 - Attestations à fournir

ARTICLE 11 - RÉSILIATION**ARTICLE 12 - LOI APPLICABLE – LITIGES****ARTICLE 13 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

ARTICLE 1 – OBJET, FORME ET DURÉE DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet la fourniture de combustible bois déchiqueté « plaquettes forestières » de la chaufferie bois de la caserne de gendarmerie à LA VALETTE DU VAR (83160).

La présente procédure adaptée ouverte est soumise aux dispositions des articles R2162-2, R2162-4 2°, et R2162-13 et R2162-14 du CCP.

Lieu d'exécution : Caserne La Valette du Var – 307 avenue Eole – 83160 – LA VALETTE DU VAR

La description des travaux à réaliser et les spécifications techniques qui s'y rapportent figurent dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP). Les dispositions administratives afférentes sont énoncées dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

1.2 – Forme, durée de l'accord-cadre

Ce marché prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande sans minimum et avec un seuil maximum conforme aux marchés de procédures adaptés FCS (durée globale).

L'accord-cadre est prévu pour une durée de 12 mois à compter de la notification, reconductible 2 fois de manière tacite pour une période d'un an, soit une durée maximale de 3 ans.

La non reconduction du marché n'ouvre droit au profit du titulaire à aucune indemnité ni aucun dédommagement.

Un titulaire est tenu par ses obligations contractuelles jusqu'à la fin de la période de validité de l'accord-cadre et des bons de commande.

Le titulaire de l'accord-cadre ne peut pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R2112-4 du CCP.

1.3 – Confidentialité

- Obligation de confidentialité

Il est fait application de l'article 5 de l'annexe du CCAG FCS.

Les co-traitants sont soumis aux mêmes règles.

- Informations confidentielles

Pour les besoins du présent marché public, sont considérées comme confidentielles toutes les informations communiquées par l'acheteur au candidat, quel qu'en soit le support (écrit, en ce inclus toute information sur support électronique, ou oral) et quelle qu'en soit la nature (technique, administrative, commerciale, comptable, financière, juridique, sociale ou autre), à l'exception des informations qui font partie du domaine public au jour de leur divulgation au candidat ou qui tombent dans le domaine public autrement que du fait de la violation, par le candidat, de ses obligations au titre de son engagement, qui sont déjà en possession du candidat avant divulgation par l'acheteur (à condition de démontrer par la production de tout document que cette connaissance est préalable et libre de toute restriction concernant son usage ou sa divulgation), qui sont obtenues de manière licite auprès d'un tiers dans la mesure où le candidat n'a pas connaissance d'une obligation de confidentialité liant ce tiers relativement à ces informations ou qui ont régulièrement été obtenues par le candidat sans recours à des informations confidentielles.

- Engagements de confidentialité

Le candidat s'engage, sous réserve des stipulations du paragraphe ci-dessous :

- a) à prendre toutes les mesures de précaution et de protection pour conserver les informations confidentielles comme telles, et à ne pas les divulguer, les copier, les reproduire ou les diffuser en tout ou partie à quiconque, sans accord écrit préalable de l'acheteur ;
- b) à ne pas utiliser les informations confidentielles, en tout ou partie, à d'autres fins que celles relatives à l'exécution du marché public ;
- c) à s'assurer que chaque personne à qui le candidat a transmis des informations confidentielles soit avisée du contenu du présent engagement et reçoive instruction de considérer comme strictement confidentielles lesdites informations qui lui auront été transmises et d'en maintenir la confidentialité en respectant les engagements prévus au titre du présent document.

- Divulgateur autorisée.

Nonobstant ce qui précède, l'acheteur accepte que le candidat puisse divulguer une information confidentielle :

- a) aux seules personnes physiques ou morales qui auraient directement besoin de la connaître pour la réalisation des prestations. Dans le cadre de cette communication, le candidat doit informer lesdites personnes du caractère strictement confidentiel de l'information et obtenir d'elles l'engagement au respect de la confidentialité dans les mêmes formes que le présent engagement, à charge pour elles d'en justifier auprès de l'acheteur sur simple demande ;
- b) lorsque cela est obligatoire en application d'une disposition législative ou réglementaire ou par une décision émanant d'une juridiction ayant compétence en la matière ou d'une autorité judiciaire, administrative, de supervision ou de régulation ou requis dans le cadre d'une procédure judiciaire, administrative, disciplinaire ou arbitrale dans laquelle le candidat (et ses affiliés) serait partie, sous réserve de l'information préalable de l'acheteur dans le respect des lois et procédures applicables ;
- c) avec l'accord écrit préalable de l'acheteur. Le candidat se porte garant de la bonne exécution de l'obligation de confidentialité pour les personnes auxquelles il aura communiqué l'information.

- Propriété des informations confidentielles

Toutes les informations confidentielles et leurs reproductions, sur quelque support que ce soit, transmises par l'acheteur resteront la propriété de celui-ci et devront lui être restituées immédiatement sur sa demande. La divulgation d'informations confidentielles au titre de l'engagement ne peut en aucun cas être interprétée comme conférant de manière expresse ou implicite au candidat un droit quelconque (aux termes d'une licence ou par tout autre moyen) sur les documents, matières ou inventions auxquelles se rapportent les informations confidentielles, et ce notamment les droits d'auteur ou autres droits attachés à la propriété littéraire et artistique (copyright) ou à la propriété intellectuelle, les marques de fabrique ou le secret des affaires.

- Restitution des documents

A l'issue de la procédure de passation, en cas d'absence de candidature/offre ou en cas de candidature/offre rejetée, le candidat s'engage à ne conserver aucune copie des informations confidentielles transmises par l'acheteur en procédant à la destruction desdites informations confidentielles.

- Responsabilité

Le candidat reconnaît également avoir été informé qu'un manquement à cette obligation de confidentialité engage pleinement sa responsabilité. En cas de violation de ses obligations de confidentialité visées dans le présent CCAP, le candidat sera redevable d'une pénalité de 5 000 euros HT. Cette somme devra être versée à l'acheteur pour chaque violation constatée.

1.4 – Clause incitative pour la promotion des achats responsables dans les marchés et la vie des affaires

Certification achats responsables

Dans le cadre de l'amélioration de la démarche RSE entreprise par le titulaire, il est précisé que le ministère de l'Intérieur est détenteur du label « relation fournisseurs achats responsables » (RFAR) adossé à la norme ISO 20400/2017 « Achats responsables - lignes directrices délivré par la médiation des entreprises et le Conseil National des Achats (CNA).

Afin d'harmoniser les bonnes pratiques établies entre tous les fournisseurs et sous-traitant intervenant dans ses marchés publiés, le représentant du pouvoir adjudicateur invite l'ensemble des titulaires desdits marchés à se conformer à la norme ISO 20400/2017 et aux exigences de la charte et du label RFAR et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engage à informer le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer de toute démarche entreprise en la matière, et notamment la signature de « la charte RFR », puis le dépôt d'un dossier de candidature au label susmentionné et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400/2017 dans ses processus internes.

La Médiation des entreprises - en association avec le Conseil National des Achats (CNA) – vous accompagnera dans cette démarche.

Pour toute information: <http://www.economie.gouv.fr/mediation-des-entreprises>

ARTICLE 2 - PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

En cas de contradiction ou de différence, les pièces contractuelles du marché prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées.

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes :

- L'Acte d'Engagement (AE) et le Bordereau de Prix Unitaire (BPU) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) des marchés publics de fournitures et services (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;

ARTICLE 3 - PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES - VARIATION DES PRIX

3.1- Contenu des prix - Règlement des comptes

Les prix sont unitaires, définitifs, hors taxes et toutes taxes comprises (le taux de TVA est indiqué à part). Ils sont établis en euros (deux décimales après la virgule) en tenant compte :

- de toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation objet du marché,
- des frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport des fournitures.

Les prix unitaires seront appliqués aux quantités réellement exécutées.

Répartition des paiements : la co-traitance ou le groupement sont admis.

La répartition pour les membres d'un groupement est faite selon les éléments communiqués avant la notification.

3.2 – Émission de bon de commande

Au fur et à mesure de la survenance du besoin, l'acheteur formule une demande de devis au titulaire de l'accord-cadre, précisant les articles et les quantités souhaités. Le titulaire dispose d'un délai de 3 jours ouvrés pour établir le devis sur la base des prix indiqués dans le Bordereau de Prix Unitaires notifié.

Le bon de commande est déclenché par l'acheteur en reprenant les prix figurant dans le Bordereau de Prix Unitaires qui constituent les prix de référence de l'accord-cadre.

Le bon de commande comporte le numéro d'engagement, le numéro de contrat, l'adresse de facturation, le code service, l'adresse de livraison, la date de livraison, la quantité des articles commandés, le taux de TVA, le prix HT unitaire, le montant total HT et le montant total TTC.

Le bon de commande est télétransmis au titulaire via Chorus. La notification du bon de commande vaut lancement des prestations à exécuter.

3.3 - Variation des prix

Les prix sont révisibles annuellement et seront ajustés après la production par le titulaire, des nouveaux tarifs, deux mois au moins avant la date de fin de la période contractuelle en cours selon la formule de révision ci-dessous :

$$P_{Bois} = P_{Bois0} \times \left(a \times \frac{I_{Bois}}{I_{Bois0}} + b \times \frac{I_T}{I_{T0}} \right)$$

Avec :

P_{Bois} = prix du bois au moment de la révision (en €)

P_{Bois0} = prix du bois au moment de la notification du marché (en €)

I_{Bois} = Indice bois = la moyenne 4 derniers indices CEEB (publiés trimestriellement) disponibles correspondant au combustible utilisé

I_{Bois0} = Indice bois au moment de la signature du contrat = la moyenne 4 derniers indices CEEB (publiés trimestriellement) disponibles au moment de la signature du contrat correspondant au combustible utilisé

I_T = indice transport = la moyenne des 12 derniers « Indice régional Porteur » du CNR (publiés mensuellement) disponible au moment de la révision du contrat

I_{T0} = indice transport au moment de la signature du contrat = la moyenne des 12 derniers « Indice régional Porteur » du CNR (publiés mensuellement) disponible au moment de la signature du contrat

Clause de sauvegarde

La différence entre les prix (remises déduites) ajustés à la hausse et les prix déterminés par application des conditions initiales (remises déduites) ne pourra excéder 3 % par an.

Si la hausse des prix ainsi ajustés dépasse ce pourcentage, le marché pourra être résilié sans que le titulaire puisse prétendre à une indemnité.

ARTICLE 4 - DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS

4.1 - Délai d'exécution

L'accord-cadre est prévu pour une durée de 12 mois, reconductible 2 fois de manière tacite pour une période d'un an, soit une durée maximale de 3 ans.

Le délai court à compter de la date prescrite par le bon de commande n°1 ou à défaut, à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

4.2 - Pénalités pour retard

En cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat, le titulaire encourt les pénalités pour retard calculées au moyen de la formule $P = V \times R / 1000$

avec P : montant de la pénalité

V : montant HT de la prestation concernée par la pénalité

R : nombre de jours calendaires de retard

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros pour l'ensemble de l'accord-cadre.

ARTICLE 5 – AVANCE

Conformément à l'article R2191-16 du CCP, l'avance est accordée pour chaque bon de commande remplissant les conditions de versement prévues à l'article R2191-3 du CCP : montant supérieur à 50 000 euros HT et délai d'exécution supérieur à deux mois.

ARTICLE 6 – RÉALISATION DES PRESTATIONS

6.1 - Réunion

Une réunion sera organisée entre le fournisseur, les représentants techniques de la Gendarmerie Nationale et le propriétaire Erilia dès lors le marché signé afin de mettre en place l'organisation de la livraison du combustible à la chaufferie et garantir un fonctionnement optimal.

6.2 – Modalités de livraison

Les fournitures doivent être livrées dans les conditions suivantes : à la Caserne La Valette du Var – 307 avenue Eole – 83160 – LA VALETTE DU VAR

Les livraisons ne se feront qu'en présence d'un représentant technique de la Gendarmerie Nationale et d'un représentant technique de la société de maintenance.

Le transport s'effectue, sous la responsabilité et à la charge du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués à ses risques et périls et sous sa responsabilité. À ce titre, le titulaire déclare avoir pris connaissance au préalable des conditions d'accès et de déversement (dépotage) du combustible.

Le fournisseur s'engage à effectuer les livraisons les jours ouvrables pendant les heures de travail des représentants techniques, soit pendant les créneaux suivants : **le matin entre 8h00 et 12h00 et l'après-midi entre 14h00 et 18h00 du lundi au vendredi, hors jours fériés.**

Dans tous les cas, le titulaire prendra contact avec le représentant technique de la gendarmerie pour définir l'horaire de livraison. En cas d'impossibilité de maintenir l'horaire, le titulaire s'engage à le prévenir au moins 1 heure avant l'horaire convenu.

Chaque livraison s'accompagne d'un bon de livraison qui détaille : la date d'expédition, la référence du contrat, l'identification du titulaire et des fournitures livrées.

Aucune marchandise ne sera livrée sans bon de commande.

6.3 – Transport

Conformément à l'article 20.3 du CCAG Fournitures courantes et services, le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

ARTICLE 7 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES

La facture devra mentionner : le numéro d'engagement du bon de commande, la référence interne, le numéro du contrat notifié, l'adresse de facturation, l'adresse de l'exécution de la prestation, les coordonnées du créancier, les numéros d'enregistrement RCS ou répertoire des métiers, le numéro SIREN, le numéro et date de la facture, le montant des prestations HT, le montant de la TVA et le montant TTC.

Le règlement des factures se fera sur mandat de l'ordonnateur secondaire auprès du comptable assignataire.

La ou les factures devront être adressées obligatoirement sous forme dématérialisée et gratuite par l'intermédiaire du portail sécurisé et gratuit chorus factures à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr> en utilisant le numéro d'engagement du bon de commande (EJ) et le code service exécutant MI5PLTF013.

Les factures seront produites par le prestataire et réglées dans un délai de **30 JOURS** à partir de la date de réception de la facture exprimée en euros conformément à l'article R2192-10 du CCP.

ARTICLE 8 - INTÉRÊTS MORATOIRES

En cas de retard de paiement, le titulaire est bénéficiaire de plein droit des intérêts moratoires (IM) et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement tels que prévus à l'article L.2192-13 du CCP. Le calcul sera effectué selon la réglementation et le taux en vigueur au moment où les intérêts moratoires seront appliqués.

ARTICLE 9 - CESSIION DE CRÉANCES

Le titulaire peut céder ou nantir à des établissements de crédit, par exemple, sa créance dans les conditions prévues à l'article R2191-51 du CCP.

A cette fin, l'acheteur remettra sur demande du titulaire :

- une copie de l'original de l'acte d'engagement délivré en unique exemplaire ;
- un certificat de cessibilité de créance sur marchés publics.

La cession de créances doit être **adressée au comptable assignataire** mentionné en 1ère page du CCAP.

ARTICLE 10 – VÉRIFICATION DES PRESTATIONS

10.1 - Vérifications

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG FCS.

La personne publique peut à tout moment vérifier la conformité de la livraison aux spécifications décrites dans l'article 2 du CCTP.

Tous les contrôles seront effectués **au moment de la livraison**.

Plusieurs types de contrôle pourront être effectués :

- Un contrôle sensoriel sera systématiquement effectué par le correspondant technique local avant que le titulaire ne déverse le combustible dans le silo, voire pendant le déchargement selon les cas.
- En cas de doute sur le respect des caractéristiques du combustible en terme d'humidité, un contrôle via protocole test micro-onde pourra être effectué par la personne publique. Ce contrôle aura un rôle de vérification pour engager un échange avec le titulaire. Sur cette base la personne publique sera en droit de refuser la livraison si elle s'avère non conforme. En revanche ce contrôle, ne pourra pas servir de base à des indemnités. De même en cas de non respect flagrant des caractéristiques granulométriques du combustible la personne publique sera en droit de refuser la livraison.
- Des contrôles en laboratoire d'analyse à partir de prise d'échantillon pourront être effectués en cas de désaccord entre les 2 parties au marché. Ils seront opposables et pourront servir à un calcul d'indemnités (voir article 12 du CCAP).

En cas de doute sur le respect des caractéristiques du combustible, la personne publique devra émettre une réserve sur le bon de livraison afin que le titulaire soit informé du problème.

En cas de livraison non conforme refusée par la personne publique, le titulaire dispose d'un délai de 2 jours pour effectuer une nouvelle livraison conforme aux spécifications.

10.2 – Attestations à fournir

Pour toute commande supérieure à 5 000 euros hors taxes, le titulaire est tenu de fournir tous les six mois **à compter de la date de notification du présent accord-cadre et jusqu'au terme de ce dernier**, les documents suivants :

- déclaration relative à la lutte contre le travail illégal modèle NOT11 ;
- attestation URSSAF ou équivalent de versements de cotisations et de fournitures de déclarations des candidats attributaires d'un marché public ;
- attestation d'assurance permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

En cas de non remise par le titulaire, la personne publique mettra ce dernier en demeure de fournir ces attestations sous un délai maximum de dix jours ouvrés. Sans réponse du titulaire passé ce délai, le marché pourra être résilié à ses torts sans que le titulaire ne puisse prétendre à indemnité.

ARTICLE 11 – RÉSILIATION DU MARCHÉ

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

Si une modification du mode de chauffe est conduite dans le cadre du projet de rénovation énergétique des bâtiments de l'État, l'acheteur se réserve le droit de remettre fin au présent accord-cadre. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire ni dédommagement.

ARTICLE 12 - LOI APPLICABLE - LITIGES

Clause relative au recours au médiateur interne :

Le présent marché est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir et relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

En cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir le médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante : mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr ou par courrier recommandé avec avis de réception à M. le Médiateur interne « Relations fournisseurs » du Ministère de l'Intérieur, Place Beauvau, 75800 Paris cedex 08.

Dans l'hypothèse où, à l'issue d'un délai de 3 (trois) mois, le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

En cas de désaccord, **la loi française est seule applicable.**

Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents. Le présent marché dépend du :

Tribunal Administratif de Marseille – 22 Rue de Breteuil – 13281 MARSEILLE CEDEX 06.

e-mail : greffe.ta-marseille@juradm.fr

tél : 04.91.13.48.13

L'organisme de médiation dont dépend le présent marché est le suivant :

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics de Marseille

Place Félix BARET – CS 80001 – 13282 MARSEILLE CEDEX 06.

tél : 04.84.35.45.54

Les correspondances ainsi que la documentation relatives au marché sont rédigées en français.

ARTICLE 13 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les articles énumérés ci-dessous dérogent au CCAG-FCS 2021 :

NATURE DE LA DÉROGATION	Article CCAP	Article CCAG FCS
Pénalités pour retard	4.2	14.1.3